



## SPECIAL OUVRIERS D'ETAT

**Le 2 décembre 2010** l'union fédérale des syndicats ouvriers Force-Ouvrière avait appelé les ouvriers de l'état à rejoindre le mouvement de contestation né de la volonté du budget, de suspendre voire de supprimer les bordereaux de salaire des ouvriers de l'état.

FO avait clairement exprimé ses craintes de voir nos décrets salariaux disparaître et par conséquent de perdre ainsi cette identité qui fait la notre avec les avancées sociales qui en résultent.

Premier constat, oui la mobilisation a marqué les esprits, oui et c'est encore vrai, l'appel à la mobilisation n'a pas été relayé de partout et par tous. Oui alors que nous parlons d'avenir, les nombreuses « bonnes raisons » à une non mobilisation en décembre font qu'au présent, ce ne sont plus les seuls bordereaux qui sont la cible des attaques de notre administration, mais bien l'existence même des ouvriers sous décrets que nous sommes.

### **Jour après jour la menace s'accroît....**

Jour après jour l'administration devient de plus en plus vaillante et est décidée à réduire à néant les décrets salariaux, la reconnaissance des insalubres, en somme rayer les ouvriers de l'état de la carte.

Il ne suffit pour s'en convaincre, si cela était encore nécessaire, de lire le rapport de la cour des comptes qui est en plaidoirie à charge contre les ouvriers de l'état des parcs et ateliers de l'aviation civile. Partout, dans tous les ministères où ils sont encore présents, les ouvriers d'état et leur fond spécial de pensions sont attaqués.

### **Quelles seraient les conséquences d'une telle manœuvre ?**

**Suppression des bordereaux trimestriels** c'est-à-dire une perte sèche sur le revenu mensuel et donc de pouvoir d'achat mais surtout une perte conséquente dans le temps sur le montant du calcul pour nos pensions. En effet dans 10 ans, l'ouvrier de l'état qui prendra sa retraite aura perdu plus de 25% de la valeur de la retraite qu'il pouvait espérer !!!

**Perte de la prise en compte des « accessoires » de salaire**, notamment de la prime de rendement, dans le calcul de nos retraites, qui additionnée à la perte substantielle des bordereaux verra s'afficher au mieux -41% sur le montant du calcul de la retraite. Quand on sait que mécaniquement nous perdons dore et

déjà chaque année 0,09% sur le coefficient multiplicateur appliqué au calcul, l'addition s'alourdit considérablement !!!!

**Transformation de l'indexation horaire de notre salaire** sur une grille établie par la fonction publique.

**Modification du traitement des heures supplémentaires** qui se ferait selon le principe appliqué dans la fonction publique à savoir : RECUPERATION uniquement !!!!!!!

Alors que **les travaux sur la nouvelle instruction sur l'avancement des ouvriers** bat son plein la notion d'employeur et donc de métier est fortement amoindrie : quid demain de la nomenclature ouvrière et des reconnaissances des compétences ?

Cette liste n'est sans doute pas exhaustive, et nous pouvons faire confiance à notre administration libérale pour trouver d'autres mesures déflationnistes.

C'est donc pour toutes ces bonnes raisons que l'Union Fédérale des Syndicats Ouvriers Force-Ouvrière appelle l'ensemble des « derniers » ouvriers de l'état ( nous sommes encore 22000 hors DCNS) à se mobiliser et à rejoindre le mouvement de refus de nous voir sacrifier.

**Demain il sera trop tard et le réveil sera d'autant plus difficile**

On nous prédit depuis un temps certain une mort annoncée et inéluctable...

Nous n'osons imaginer que cette funeste mission ne soit menée que par défit ou ambition personnelle car cela voudrait dire que les ouvriers d'état ne seraient devenus que l'objet d'un challenge.

**LA SEULE REPONSE A APPORTER A NOTRE  
ADMINISTRATION**

**ET A SES MANIGANCES EST UNE MOBILISATION**

**FORTE ET COMBATTANTE**

**C'EST NOTRE AVENIR QUI EST EN JEU**

